

28.10.2011 - 08:36 Uhr

Surendettement : Renforcement de la prévention et de la consultation - Caritas prend position sur trois motions politiques concernant l'endettement et la prévention

Luzern (ots) -

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national traitera le 31 octobre 2011 trois motions politiques concernant l'endettement privé et la prévention de l'endettement. Caritas accueille favorablement les motions et en escompte des impulsions importantes pour le renforcement de la prévention de l'endettement et de la consultation en matière d'endettement.

Selon l'enquête de l'Office fédéral de la statistique, en 2008 la Suisse comptait 570 000 personnes avec des découverts ou arriérés de paiement critiques. Notre pays a donc besoin d'une offre bien structurée de prévention de l'endettement et de consultation en matière d'endettement. Les offres actuelles sont de loin insuffisantes pour couvrir les besoins existants.

Compte tenu du fait que non seulement les pouvoirs publics, mais aussi des créanciers tels que les établissements de crédit et les assureurs-maladie retirent un bénéfice de la prévention de l'endettement et de la consultation en matière d'endettement, il faut souhaiter que ces groupes de créanciers participent également au développement nécessaire des capacités. Caritas approuve par conséquent l'initiative parlementaire Hiltpold, qui revendique un prélèvement sur le chiffre d'affaire lié aux contrats de crédit à la consommation pour le financement de campagnes nationales de prévention. À vrai dire, Caritas demande que les recettes prélevées soient utilisées non seulement pour la prévention de l'endettement, mais aussi pour la consultation en matière d'endettement. Dans la prévention de l'endettement, d'autres offres devraient être financées parallèlement aux programmes pour les jeunes ; en particulier pour les groupes dont le risque d'endettement est supérieur à la moyenne.

Caritas soutient également la motion de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national pour l'enquête sur l'endettement privé. Cela étant, Caritas ne partage pas l'avis du Conseil fédéral selon lequel les chiffres de l'étude SILC donneraient une image suffisante du surendettement. Caritas exige dès lors des enquêtes et des études statistiques détaillées sur le déroulement biographique du surendettement.

L'initiative parlementaire Aubert demande une interdiction de la publicité sur le petit crédit. Caritas se réjouit de la discussion sur la publicité pour les crédits à la consommation et constate avec préoccupation que certains établissements de crédit font des publicités de plus en plus agressives ne rendant absolument pas attentif aux risques d'un emprunt ou d'un endettement. Les consommatrices et les consommateurs risquent ainsi de ne pas prendre suffisamment en considération, dans leur décision relative à un emprunt, les incidents non planifiables tels que chômage, séparation ou divorce et maladie. Caritas revendique, au minimum, que la publicité pour les crédits contienne une information bien plus précise sur les risques inhérents à l'endettement.

Contact:

Pour de plus amples informations, Sébastien Mercier, juriste au service de conseil au désendettement, Caritas Suisse, se tient à votre disposition: tél. 079 818 15 75, e-mail smercier@caritas.ch. Vous trouverez des informations supplémentaires sur www.caritas.ch/surendettement.

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100000088/100706850> abgerufen werden.